Internet : Email-Brokers, la France est en retard ! Que font les politiques ?
Internet
PostÃ© par : JerryG
PubliÃ©e le : 12/12/2011 15:00:00

AprÃ¨s la publication, en novembre, du premier **BaromÃ¨tre de l'Internet** en France **William Vande Wiele, fondateur d'Email-Brokers** - le leader du marketing interactif et de l'email-marketing europÃ©en - analyse aujourd'hui **l'Ã©conomie numÃ©rique de l'hexagone et tire la sonnette d'alarme**.

Aucune rÃ©glementation, aucun code de conduite, aucun contrÃ´le n'existe en France. Pourquoi l'Ã©conomie numÃ©rique est-elle tant nÃ©gligÃ©e en cette pÃ©riode de crise oÃ¹ le gouvernement recherche des solutions pour rÃ©duire la dette ?

Avec seulement **4,3 sociÃ©tÃ©s sur 10** disposant d'un site Internet en France, la fracture numÃ©rique est aujourd'hui hautement perceptible et engendre de nombreux dangers. Paradoxalement, les chiffres dÃ©montrent clairement que les entreprises prÃ©sentes sur le web se portent mieux que celles qui ne recourent pas Ã ce vecteur de communication, de promotion et de vente. Il est mÃªme malheureux de constater que la grande majoritÃ© des sociÃ©tÃ©s franÃ§aises (dont **73%** de celles ayant un site Internet) n'ont pas encore pris conscience du potentiel que le web reprÃ©sente en termes de croissance au quotidien. Pire encore, seuls **2,4%** des entreprises se rÃ©vÃ¨lent rÃ©ellement proactives sur le net via des activitÃ©s d'e-commerce et **91%** des sociÃ©tÃ©s franÃ§aises n'ont pas mis Ã jour leur site web sur les 3 derniers mois.

L'utilisation de l'Internet en France source d'inÃ©galitÃ©s pour les entreprises

Le fossÃ© se creuse encore lorsque l'on aborde le problÃ¨me de la discrimination due aux moteurs de recherche. En effet, les moyens financiers et techniques nÃ©cessaires Ã un rÃ©fÃ©rencement efficace, ciblÃ© et rÃ©ellement adaptÃ© aux contraintes du web sont tels que peu de sociÃ©tÃ©s peuvent y avoir recours afin d'optimiser leur visibilitÃ©. Face aux Â« grands Â» du marchÃ©, les TPE, PME et autres indÃ©pendants se retrouvent bien souvent Ã armes inÃ©gales.

L'analyse dÃ©montre qu'une sociÃ©tÃ© ayant un site WEB rÃ©alise un chiffre d'affaires de 9 Ã 600% supÃ©rieur Ã celui d'un concurrent ne disposant pas de site.

Les agences web, fort peu scrupuleuses, ont Ã©galement leur responsabilitÃ© dans l'affaire

puisque seulement **28%** d'entre elles rÃ©alisent des sites qui soient conformes au dernier cri de la technologie et Ã l'ergonomie que l'on est en droit d'exiger de nos jours.

L'Internet crÃ©ateur d'emploi : 320000 emplois pourraient Ãªtre crÃ©es en France

Aujourd'hui nous avons en France 119000 Â« Internet Managers Â» autrement dit le spÃ©cialiste internet.

La gÃ©nÃ©ralisation de ce mÃ©tier avec la crÃ©ation de formations spÃ©cifiques dans les Ã©coles et universitÃ©s gÃ©nÃ©reraient 320000 emplois supplÃ©mentaires d'aprÃ¨s Email Brokers.

Ce marasme s'installe insidieusement dans un environnement socio-Ã©conomique oÃ¹ aucune formation reconnue, rÃ©glementation astreignante ou autre charte de conduite n'existe actuellement. Il serait dÃ¨s lors de bonne augure pour l'Ã©conomie nationale que le gouvernement rÃ©ponde Ã ces carences en prenant les mesures qui s'imposent et en proposant des solutions adaptÃ©es Ã la rÃ©alitÃ© du marchÃ©.

Abordons le problÃ¨me par l'absurde : dans le secteur automobile, l'acquisition et l'utilisation d'un vÃ©hicule nÃ©cessite une assurance rÃ©glementaire, un permis de conduire, un code de la route et, par la suite, une inspection de conformitÃ© annuelle ainsi que des entretiens aussi rÃ©guliers qu'obligatoires... En comparaison, l'acquisition d'un site Internet professionnel ne rÃ©clame pas la moindre marche Ã suivre institutionnalisÃ©e.

L'Internet ne reprÃ©sente que 3,7 % du PIB en France !

Le rÃ©sultat est affligeant : les revenus de l'Internet en France ne reprÃ©sentent que 3,7% du PIB (rÃ©alisÃ© par **2,4%** des entreprises) alors qu'avec 5,5 millions de sociÃ©tÃ©s potentiellement actives, l'hexagone pourrait aisÃ©ment faire figure de leader international... Ã condition de se donner les moyens de ses ambitions.

Alors que le secteur primaire constitue une des principales valeurs ajoutÃ©es du pays, il n'est prÃ©sent sur le web qu'Ã hauteur de **3%**. Le tertiaire n'est malheureusement pas en reste puisqu'Ã peine 5,1 sociÃ©tÃ©s de services sur 10 ont un site Internet, contre une moyenne de 8,1 dans les pays limitrophes.

Â« *L'Internet est devenu un marchÃ© significatif par rapport aux grands secteurs rÃ©galiens de l'Ã©conomie franÃ§aise que sont l'Ã©nergie, les transports ou l'agriculture. Pourquoi le numÃ©rique, susceptible de prodiguer autant de revenus Ã l'Etat, est-il aussi nÃ©gligÃ© ? Le gouvernement franÃ§ais devrait se poser rapidement les bonnes questions, implÃ©menter les bonnes mesures et ainsi combler le gouffre qui les sÃ©pare de la premiÃ¨re place du classement europÃ©en* Â», commente **William Vande Wiele**, fondateur d'Email-Brokers.

Rappel des principaux chiffres du BaromÃ¨tre de l'Internet en France publiÃ© en novembre 2011 :

ï¼ + de 2,6 millions de sites Internet existants, dont presque 2,2 millions ont une finalitÃ© professionnelle.

ï¼ 91% des sites Internet franÃ§ais n'ont pas Ã©tÃ© mis Ã jour depuis 3 mois

ï¼ 23% sont illÃ©gaux (dont 71% dans les services publics)

ï¼ Ã peine 43% des sociÃ©tÃ©s franÃ§aises sont prÃ©sentes sur la toile

ï¿¼ La France traÃ®ne Ã la 9Ã¨me place europÃ©enne !